



PSI Inter-Americas

Plan d'action 2015-2020

FAIRE PROGRESSER LES DROITS SYNDICAUX DANS LA LUTTE EN FAVEUR DE SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ ENTRE LES MAINS DES POUVOIRS PUBLICS,

Les travailleurs du secteur public et leurs familles dans toute l'Amérique sont confrontés à des défis majeurs dans leur travail et dans leur vie quotidienne. La plupart de ces défis sont le résultat de la crise mondiale qui a commencé en 2008 et dont les conséquences nous affectent jusqu'à aujourd'hui, cinq ans plus tard. On perçoit, en même temps, la recrudescence des attaques à l'encontre des droits syndicaux, et tout particulièrement contre les droits du travail dans le secteur public. Quelques une de ces attaques sont menées de front, d'autres sont plus subtiles. Et ces attaques sont ressenties dans tous les pays des Amériques – grands et petits. En revanche de nouvelles opportunités surgissent pour que les travailleurs, hommes et femmes puissent créer une Amérique meilleure, et également des chances de créer une région susceptible de satisfaire les besoins et les aspirations des citoyens.

Dès la clôture du Congrès 2012 de l'ISP à Durban, la nouvelle Secrétaire générale, Rosa Pavanelli, donna le départ à une série de consultations et à une démarche de planification stratégique destinées à concentrer l'attention sur les meilleurs moyens susceptibles de relever ces défis. Le document "*Travailler pour l'alternative : s'acquitter du mandat de l'ISP à partir de 2013 et au-delà*", servira de cadre principal de référence pour le développement et la mise en œuvre du Plan d'Action Interamérique pour les cinq années à venir.

Ce document définit les défis auxquels les peuples des Amériques sont confrontés, nos priorités et les lignes de conduite sur la façon de coordonner et de développer encore plus notre travail. Il met l'accent sur le rôle clé que jouent les (sous)secteurs. "*l'ISP occupe une place unique dans le mouvement syndical... Nous sommes la voix des*

travailleurs de ces services publics, devant les instances internationales, et la seule organisation de coordination mondiale des actions des syndicats dans le secteur public. action

Structure du Plan d'Action

En faisant appel des consultations locales, nationales et sous-régionales, nos affiliés des Amériques ont donné le départ à une ébauche de ce Plan d'action. Cette démarche démarra dès le début de 2013 au moyen de l'identification des priorités stratégiques nécessaires à la réalisation de la vision et de la mission de l'ISP. "*Travailler pour l'alternative*" a également aidé nos affiliés à définir les actions spécifiques qui devront être entreprises pendant la période comprise entre les deux Conférences régionales.

Du fait de la grande diversité de nos affiliés des Amériques, le Plan d'action a cherché à établir une structure qui servira de base à des actions plus spécifiques et plus ciblées. Les Amériques englobent des pays à différents stades de développement : les pays développés se situent en Amérique du Nord, et les pays à revenus élevés et moyens et les pays moins avancés, dans les Caraïbes et en Amérique latine tandis que les économies émergentes les plus fortes se trouvent en Amérique du Sud. Les affiliés des différentes sous-régions, par l'intermédiaire de leurs comités consultatifs (SUBRACs), seront alors en mesure de spécifier les questions-clés de chaque secteur ou pays. Les sous-régions définiront à chaque année leurs domaines de priorité ou points d'intérêt. Cette focalisation permettra d'assurer l'utilisation optimale des ressources disponibles en plus de faciliter l'évaluation claire et objective de chaque région et secteur représentés par L'ISP. Le Plan d'Action Intéramérique définit donc un aspect de grande importance des politiques et de stratégies globales de l'ISP.

Les droits syndicaux, la négociation collective dans les services publics et la lutte contre la privatisation sont des priorités essentielles pour tous les affiliés partout dans les Amériques. En comparaison avec les années 90, la démocratie a progressé, principalement en Amérique latine. L'élection de gouvernements populaires et en meilleure syntonie avec les besoins de la classe ouvrière, signifie, en fait qu'un plus grand nombre de citoyens bénéficient et connaissent bien davantage d'améliorations sociales et une situation d'inclusion sociale accrue. Mais une contradiction subsiste – on ne peut pas en dire autant par rapport à la question des droits du travail dans le secteur public. Même avec la présence de la négociation collective dans un certain nombre de pays, ce problème n'est pas encore réglé dans plus grands pays de toute la région. Et dans d'autres, sont menées des tentatives subtiles de remplacer les droits syndicaux par ce que l'on appelle les consultations. Le processus de négociation collective, le dialogue social et la véritable consultation qui, ensemble, sont un élément clé du travail de l'ISP dans tous les pays de la région, sont donc menacés,.

La mise en œuvre effective du Plan d'Action doit ainsi reposer sur une collaboration vigoureuse et ciblée avec :

- La Confédération syndicale des Amériques (TUCA),
- D'autres fédérations syndicales internationales (FSIs) présentes dans la région,
- Les bureaux régionaux et sous-régionaux de l'Organisation internationale du travail (OIT),

- Les différentes organisations non gouvernementales et organisations de la société civile avec lesquelles l'ISP partage des objectifs communs,
- Les réseaux nationaux, régionaux et internationaux qui font aussi la promotion des services publics de qualité.

Ce Plan d'Action s'articule autour des 4 priorités présentées dans le document « *Travailler pour l'alternative* » et adopté par le Comité exécutif. Ce plan également élargit et adapte le document aux réalités auxquelles sont confrontés les travailleurs, hommes et les femmes, de la région et leurs familles.

- 1. Lutter contre la privatisation ;**
- 2. Faire progresser les droits syndicaux ;**
- 3. Influencer la politique mondiale/ la gouvernance mondiale ;**
- 4. Renforcer l'adhésion syndicale et la croissance en égalité des chances.**

Les divers ateliers et discussions organisées préalablement à la Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON) nous aideront à mieux définir le Plan d'Action. Ces ateliers et discussions nous aideront également à reconnaître pour chaque priorité ou question :

1. les actions spécifiques ou les activités à entreprendre
2. les responsables de la mise en œuvre
3. les ressources internes et externes dont nous aurons besoin
4. les autres organisations et réseaux avec lesquels nous devons collaborer

Certains éléments critiques devront être adressés pour faire une différence positive dans la vie des travailleurs, hommes et femmes et dans les sociétés des Amériques. Ce Plan d'Action 2015 – 2020 devra donc :

- s'appuyer sur nos réussites et proposer de nouvelles approches
- célébrer ce que nous sommes
- observer et nous préparer à ce qui nous attend dans l'avenir

1. LA LUTTE CONTRE LA PRIVATISATION, PROMOUVOIR DES ALTERNATIVES

Au cours des années, les efforts déployés par nos affiliés ont remporté un certain succès en ralentissant les efforts de privatisation. Ceci notamment dans les secteurs de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau. Mais les attaques dans les services de support à l'éducation, dans le secteur de la santé et celui des services municipaux se poursuivent et dans certains cas sont plus coordonnés et plus déterminés. En collaboration avec les organisations de la société civile dont les points de vue sont similaires, nos sociétés affiliées ont été capables de ralentir le rythme de ces attaques, mais de nouvelles menaces et de nouvelles formes de privatisation surgissent constamment. Les partenariats publics privés, les mutualisations, l'externalisation du travail, les contrats précaires par des sociétés intermédiaires et autres formes de privatisation se sont répandues dans toute la région.

Les partisans de la privatisation ne sont pas nécessairement de grands pays développés. Dans certains cas, des entreprises privées nationales et locales agissent isolément et dans d'autres cas, ils font partie de groupements régionaux ou internationaux et de consortiums. Ceux qui conduisent la privatisation sont bien coordonnés et opèrent localement, ou bien à l'échelle nationale et régionale, et sont souvent orientés par leurs homologues mondiaux. Ils font appel à divers moyens pour favoriser la privatisation : accords commerciaux internationaux, dons aux campagnes politiques et fort lobbying du budget public et des processus de prêt des Institutions financières internationales (IFI) et des banques régionales de développement. Et on peut également apercevoir le résultat de leur influence dans les politiques et les actions des missions diplomatiques et commerciales.

Dans de nombreux pays de l'Inter-Amérique, le secteur de services de santé est un objectif clé pour la privatisation. Le tourisme médical, les services de greffes d'organes et pratiques similaires se développent dans toute la région. Les services médicaux et les services pharmaceutiques associés sont conçus pour faire des profits, et peu ou aucun d'entre eux d'eux s'emploient à mieux desservir les besoins de santé des communautés. La privatisation du secteur des services de santé, impact, y compris, le pouvoir des communautés et de leurs dirigeants pour établir des normes d'accueil.

L'un des composants-clé de la stratégie de l'ISP est le développement et la définition d'approches sectorielles spécifiques pour lutter contre la privatisation sous toutes ses formes et la proposition d'alternatives permettant de construire des sociétés équitables et durables. À cet égard, l'ISP Amériques entreprendra les actions suivantes, de plus grande portée :

- aider les affiliés à élaborer des stratégies sectorielles centrées sur des alternatives aux modèles de privatisation proposés ;
- développer les connaissances, les aptitudes et les compétences parmi les affiliés pour discuter avec les sociétés transnationales et les sociétés qui préconisent la privatisation ;
- élaborer les profils des principales sociétés nationales et transnationales qui soutiennent la privatisation dans la région, et les analyser ;
- compiler des stratégies et des leçons fructueuses apprises dans la confrontation avec les sociétés transnationales;
- travailler avec les affiliés pour développer des outils et du matériel pour lancer et conduire des campagnes pro-publiques.

La lutte contre la privatisation et la promotion d'alternatives dépend fortement de la capacité de nos affiliés de faire valoir l'importance et la contribution des services publics pour le développement local, national et régional. Pour ce faire, nos affiliés devront faire preuve de crédibilité, d'intégrité et de compétence dans les actions de la campagne. L'ISP Amériques devra donc :

- faire usage de la réputation et de la portée mondiale de l'ISP pour renforcer la crédibilité locale, nationale et régionale et la réputation de nos affiliés ;
- travailler avec les affiliés pour développer les outils et le potentiel nécessaire pour promouvoir et défendre les services publics de qualité ;

- réunir et tenir à la disposition des affiliés des exemples de modèles réussis de gestion publique ;
- équiper, intégrer et impliquer des femmes militantes, des jeunes travailleurs militants et des militants d'autres groupes qui aspirent à l'égalité, comme partenaires- clés dans les campagnes et les actions visant à promouvoir l'importance et les avantages des services publics de haute qualité.

La justice fiscale est un facteur essentiel dans la lutte contre les privatisations. Dans la région entière, les gouvernements, la société civile, les syndicats et tous les citoyens débattent tous la fiscalité : qui paie, qui devrait payer ; combien et pourquoi. La question du contrôle de la perception des impôts pour améliorer les sociétés et générer la croissance sont au cœur des débats sur la croissance économique, sur les dépenses publiques et sur les dettes nationales élevées. Une imposition juste et progressive est une exigence-clé de nos affiliés. Des paradis fiscaux existants dans la région Inter-Amérique, sont utilisés par les entreprises qui ne veulent pas payer d'impôts. Certaines font appel à des vagues mécanismes comptables et autres moyens d'éviter les impôts – et cela trop souvent avec la complicité des États qui, à son tour, permettent l'usage de mécanismes comptables vagues. Beaucoup de grosses entreprises bien connues - Microsoft, Amazon, Starbucks, FedEx, Google - qui opèrent dans presque tous nos pays de la région - certaines physiquement présentes, d'autres par le biais de services en ligne - ne payent pas d'impôts, soit dans leur pays d'origine, soit dans les différentes capitales du monde entier. C'est pourquoi nous devons exiger de la part des gouvernements une révision des accords de non double imposition qu'ils ont signés avec des paradis fiscaux et leur demander d'appuyer les accords multilatéraux d'échange automatique de renseignements fiscaux.

Les paradis fiscaux privent les gouvernements d'amasser des milliards de dollars de revenus lorsque les sociétés et les individus se déplacent vos revenus pour les institutions financières dans les pays où ils peuvent réduire leurs obligations à l'impôt sur le revenu. Par exemple, le gouvernement américain perd environ 150 milliards de dollars en recettes fiscales fédérales en raison de sociétés et de particuliers fortunés qui envoient leur argent aux paradis fiscaux. Donc, le gouvernement prend cette charge en réduisant les services publics ou d'ajouter à la dette nationale. L'ISP Amériques devra donc :

- tirer parti de sa réputation mondiale pour construire une forte et puissante campagne en faveur de la justice fiscale (liée également à la campagne anticorruption);
- aider les affiliés à développer leur capacité de recherche et d'analyse des systèmes fiscaux dans leur pays ;
- travailler en collaboration avec d'autres acteurs régionaux en vue de construire un mouvement régional plus vigoureux en faveur de la justice fiscale ;
- aider les affiliés à développer le matériel et les outils nécessaires pour instruire les militants par rapport aux questions de justice fiscale ;
- identifier les affiliés-clés pour le lancement de campagnes anti-corruption ;
- aider les affiliés à élaborer et à promouvoir la protection aux dénonciateurs

Accords de libre-échange (ALE): Tout particulièrement depuis Seattle 1999, les syndicats et

les mouvements régionaux et mondiaux en faveur de la justice mondiale se battent contre les accords commerciaux inéquitables. Ces accords font partie de la démarche de libéralisation du commerce. Dans toute la région Inter-Amériques les personnes ressentent et subissent les effets négatifs du commerce inéquitable : perte des marchés locaux, en particulier en ce qui touche les produits agricoles ; baisse des salaires; réduction des recettes fiscales ; migration des travailleurs. En plus, les droits des travailleurs, les droits des femmes et les droits des peuples autochtones ont été pris pour cible, et on constate un manque croissant de respect envers les droits fondamentaux. Les services publics, y compris les marchés publics, ainsi que le développement industriel subissent également ces effets négatifs. Le cycle de Doha de négociations multilatérales est en crise, et les partisans de la privatisation font pression pour réaliser des accords de libre-échange bilatéraux et régionaux. Beaucoup de pays dans la Région Inter-Amériques sont en même temps engagés dans des négociations bilatérales et multilatérales avec le Canada, les États-Unis, l'Union européenne et l'Asie.

Le TISA - accord sur le commerce des services, l'accord de partenariat transpacifique (TPP), le traité de libre-échange transatlantique (TTIP) et l'accord économique et commercial global – UE-Canada (CETA) représentent une sérieuse menace aux services publics. Ces ententes déclencheront d'autres libéralisations et rendront la tâche des gouvernements de réglementation des entreprises qui fournissent des services publics privée encore plus difficile. Ces traités pourront rendre les changements de politiques impossibles et empêcher les futurs gouvernements d'annuler les privatisations antérieures. Ces traités ne feront qu'accroître la gravité de la scène actuelle d'inégalité croissante des revenus, la stagnation et la baisse des salaires, et de déficits de commerce extrêmement élevés qui impactent de façon négative la croissance économique. Voilà la situation des petites, moyennes et grandes économies de l'ensemble de la région.

L'ISP et Notre Monde N'est Pas à Vendre (OWINFS), ont lancé une campagne mondiale contre le TISA, le TPP, le TTIP et le CETA. L'ISP Amériques joue un rôle important dans la campagne et devra, donc :

- travailler auprès des affiliés pour intensifier la prise de conscience par rapport à la menace envers les services publics, tout particulièrement dans les pays impliqués dans les négociations.
- continuer à développer du matériel de campagne et des outils, tout spécialement pour les affiliés de la région Inter-Amériques ;
- développer les capacités des affiliés à participer à des groupes nationaux, régionaux et mondiaux et à de forums sur le commerce et sur des questions liées au commerce ;
- fournir des conseils aux affiliés pour la création de groupes de travail focalisés sur le commerce et sur des questions liées au commerce.

2. FAIRE PROGRESSER LES DROITS SYNDICAUX, ET RENFORCER LA SOLIDARITÉ

Les syndicats sont des organisations liées aux droits de la personne, et ils dépendent donc des droits les plus élémentaires – le droit à la liberté d'association et à la liberté d'expression. Les

droits syndicaux sont des droits de la personne et dans de nombreux pays de la région des Amériques, le droit de constituer des syndicats a été durement combattu. Au XXI^e siècle encore, nous continuons de livrer cette bataille pour maintenir le droit de constituer des syndicats, le droit à la négociation collective et en particulier depuis les trois dernières années, devant la Conférence internationale du travail, le droit de grève.

L'ISP continuera de travailler avec ses affiliés pour combattre les violations des droits syndicaux internationalement acceptés. Nous continuerons ensemble à dénoncer au public, à l'OIT, dans les médias et sur la scène mondiale, les gouvernements et les organisations anti-démocrates de toute la région qui opèrent en toute impunité et refusent aux travailleurs leurs droits fondamentaux.

La lutte pour les droits syndicaux est une question de vie ou de mort dans les Amériques. Le Guatemala est le pays le plus dangereux pour un syndicaliste. Ensuite vient la Colombie. D'autres pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale (comme par exemple, l'Équateur, le Pérou, le Honduras, le Paraguay) ont également noirci leur réputation par rapport aux droits syndicaux. Et au cours de ces dernières années, certains gouvernements des Etats des USA, le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux au Canada ont violé et fait reculer les droits des travailleurs.

Il y a des exemples en Guyane et au Haïti, où les gouvernements et les législatures ont éliminé ou fait régresser les droits, durement obtenus, de négociation collective ou tout simplement les ignorent, particulièrement lorsqu'il s'agit de fonctions publiques. D'autres gouvernements et employeurs dans les Caraïbes se servent de la crise financière et de la dette publique élevée comme raisons pour ne pas s'impliquer dans le processus de négociation collective.

L'ISP Amériques travaillera donc avec des affiliés de la région, pour :

- améliorer et accélérer notre réponse dans les cas les plus urgents des violations des droits ;
- mieux développer la capacité d'utiliser les mécanismes de supervision et d'établissement de rapports de l'OIT pour déposer des plaintes.

Ce n'est qu'au moyen de notre force collective, dans la (sous)région et dans le monde, que nous pourrons remporter des victoires. Les actions de solidarité bien coordonnées sur la scène sous-régionale, régionale ou mondiale ont produit des résultats positifs.

Nous continuerons à construire la solidarité non seulement à l'intérieur des secteurs, mais également à l'intérieur des secteurs. Et ce qui devient maintenant encore plus important pour nous est la construction de cette solidarité entre les groupes de la société civile dans son ensemble.

L'ISP Amériques, en particulier, travaillera avec les affiliés de la région pour :

- utiliser la portée d'organisations comme Labourstart et autres organisations et plates-formes similaires pour lancer des campagnes de défense des droits syndicaux dans les Amériques ;
- développer des campagnes nationales et régionales solides et vigoureuses pour défendre les droits syndicaux ;

- accroître la visibilité des vice-présidents régionaux dans les campagnes de défense des droits syndicaux ;
- continuer à prêter attention aux causes qui sont derrière à la migration des travailleurs, en particulier dans le secteur de la santé.

3. INFLUENCER LA POLITIQUE MONDIALE ET LA GOUVERNANCE MONDIALE

Il y a simultanément des défis et des opportunités pour les affiliés PSI dans la participation à de véritables consultations et dialogues avec les institutions intergouvernementales régionales telles que la Banque interaméricaine de développement (IADB), la Banque de Développement des Caraïbes (BDC), l'Organisation des États Américains (OEA), le MERCOSUR (Marché Commun du Sud), la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et autres groupements régionaux).

Les branches régionales des organisations de l'ONU sont également des points importants de contact, tout particulièrement en ce qui a trait à des questions sectorielles et transversales, comme celles liées à la santé (OPS), aux femmes (ONU femmes), au développement durable (PNUD), à l'environnement (PNUE) et autres branches régionales des organisations de l'ONU. Une question clé de la gouvernance mondiale qui mérite toute notre attention est la question des accords de libre-échange. Ces accords se transforment de plus en plus en attaques contre les services publics et les droits des travailleurs. L'ISP s'oppose aux prêts qui de façon directe ou indirecte détruisent les services publics. Les services publics de qualité pour tous sont, en vérité, des éléments constitutifs importants pour que les pays puissent construire et maintenir des sociétés équitables et durables.

L'ISP Amériques devra :

- coordonner les efforts, des activités et des campagnes pour consolider la capacité de nos affiliés à participer à des consultations avec les organisations de la gouvernance régionale ;
- coordonner et organiser des actions visant à introduire des garanties en matière de protection des travailleurs dans les conventions de prêts de la Banque mondiale et la BID (IADB); toujours en lutte contre accords de privatisation et pour la défense des services publics de qualité;
- aider les affiliés à bâtir une stratégie, en développant et en diffusant des messages clés au niveau national, et aux niveaux sous-régional et régional de l'OIT et aux institutions de gouvernance régionale.

Intégration régionale

Les mouvements d'intégration régionale (l'UNASUR, le MERCOSUR, le CARICOM, par exemple) font tous partie du réseau de la gouvernance régionale et méritent l'attention des membres de la ISP. Leurs forums participatifs doivent impliquer, autant que possible, ses sociétés affiliées, constamment évaluer l'utilité de ces forums dans la défense des services publics et des droits syndicaux. L'intégration régionale est considérée comme essentielle pour le développement, en essayant-est une stratégie claire identifié par de nombreux

gouvernements, en particulier dans le Sud, pour promouvoir le développement. Nous rappelons également que l'ISP représente les travailleurs de ces institutions internationales.

4. APPARTENANCE SYNDICALE ET CROISSANCE

La capacité de l'ISP à matérialiser les priorités, à progresser sur les questions transversales et à étendre encore davantage la coordination des secteurs dépendra directement de notre croissance en tant qu'organisation : l'accroissement du nombre de nouveaux affiliés, mais également l'élargissement de notre effectif actuel de membres pour mobiliser plus de force collective et renforcer les syndicats affiliés. L'ISP donnera une plus grande priorité à ses activités à focalisation sectorielle, pour structurer chacun des secteurs représentés à l'ISP et de cette sorte rendre plus facile l'organisation des luttes communes régionales et nationales, ainsi que des campagnes contre les forces internationales qui agissent en faveur de la privatisation dans la région. Chaque secteur doit être assorti d'une coordination et une d'une structure minimale en vue de faciliter l'exécution d'un plan de travail pendant les intervalles entre les réunions et, en même temps, être chargé d'élaborer le plan de travail du secteur, dont les spécificités de priorité devraient viser à obtenir une plus grande influence auprès des banques internationales et autres institutions intergouvernementales qui défendent le processus de négociation dans les accords commerciaux, tels que le PPT, TISA, U.S.-LAC et d'autres non moins importantes, de façon à critiquer ces accords pernicieux et à défendre les droits syndicaux et des services publics de qualité.

Nous devons également centrer nos efforts auprès de nos affiliés en vue de promouvoir de nouvelles opportunités pour les syndicats, dans le but de permettre que ceux-ci développent, leur capacité de lobbying politique et organisationnel au moyen d'outils favorisant la syndicalisation d'un plus grand nombre de travailleurs du secteur public et, en même temps, les renforcer dans leur démarche de négociation collective et de dialogue social. Il serait donc important construire des forums de discussion pour tout le monde avoir une connaissance des différentes façons dont les pays de la région ont utilisés pour restreindre les droits syndicaux et les opportunités de croissance (par exemple, les décisions de la Cour, l'absence d'action par rapport les plaintes ...).

Le but de l'ISP est d'obtenir l'affiliation d'un million de nouveaux membres d'ici 2018, et cette région peut apporter une contribution notable à ce projet.

Il est important de renforcer les syndicats dans les Amériques, en veillant à leur inclusivité. Il est important d'améliorer et de renforcer les structures démocratiques, de s'assurer qu'il existe une planification de la succession susceptible de créer un environnement sain de changements de leadership et où l'adhésion soit impliquée et engagée. En outre, la région mettra en place des objectifs annuels de croissance sectorielle et des priorités organisationnelles.

ORGANISATION ET COORDINATION DES SECTEURS

Ces dernières années, la capacité de l'ISP d'organiser et de coordonner les secteurs syndicaux a pris énormément d'ampleur, et a créé de nombreuses occasions pour renforcer les débats dans chacun de ces secteurs. D'une part, l'ISP a consolidé des organisations, telles que l'ULATOC

(organismes publics de contrôle), la CLTPJ (pouvoir judiciaire) et la CONTUA (travailleurs des universités), et d'autre part, elle a stimulé des confédérations régionales telles que CONTAGUAS (eau) et CONTRAMA (travailleurs municipaux). Dans certains secteurs, tels que les services de support à l'éducation, santé et sociaux, et celui de l'électricité, nous ne sommes pas encore arrivés à définir un modèle d'organisation, tandis que dans d'autres, tels que celui de l'administration centrale, nous travaillons sous la forme de réseau. Dans presque tous les cas, les syndicats d'Amérique latine ont commencé à se rapprocher, ce qui a été probablement facilité par la géographie et la langue. Dans chacun d'eux, cependant, existe la volonté d'élargir ce modèle d'organisation régionale et mondiale. Il nous faut, cependant, avancer dans le processus d'organisation du personnel des services de support à l'éducation, législatif, policier et douanier, avec qui nous avons commencé à travailler au cours de la dernière période.

Nous devons continuer à travailler avec chacun des secteurs, en les appuyant dans leurs besoins, dans la mesure des moyens et de la structure de l'ISP, et en privilégiant toujours les opportunités de croissance. Il est également impérieux que les réseaux sectoriels tiennent compte des réalités existantes, et des structures et arrangements des organes de coordination nationales et régionale de l'ISP. La poursuite du processus d'échanges continus d'informations et d'expériences développera les réseaux sectoriels et amplifiera la force et l'influence de l'ISP. La priorité sera mise, dans chaque secteur, sur la négociation collective.

Chaque secteur, au moyen de discussions internes, devra à chaque instant décider ses priorités d'action et la façon d'appliquer ces priorités et de désigner leurs responsables. En conséquence, le plan général servira de matrice pour le secteur dans un seul sens de direction pour tous les travailleurs, hommes et femmes, dans le contexte régional mondial. C'est ce qui fera la force de l'ISP et de ses affiliés pour **FAIRE PROGRESSER LES DROIT SYNDICAUX DANS LA LUTTE POUR DES SERVICES DE QUALITÉ SOUS LE CONTROLE PUBLIC.**

ÉGALITÉ, ÉQUITÉ ET DIVERSITÉ

L'ISP a joué un rôle de grande importance dans le progrès pour l'égalité des sexes et la promotion des questions d'équité entre les sexes. Grâce au développement de bonnes politiques et de bonnes pratiques, le nombre de militantes s'est accru, et également l'accent mis sur l'intégration du genre dans le travail syndical. Plus des deux tiers de ceux qui travaillent dans les services publics sont des femmes, et du fait de leurs efforts, ces femmes ont pu conquérir de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et pour leurs familles. La fonction publique est une source d'emplois de bonne qualité pour beaucoup de femmes dans les Amériques. De plus, la qualité des services publics aide à réduire les inégalités en fournissant les services dont les femmes ont besoin et qui les aident à sortir de la pauvreté. De nombreuses histoires à succès démontrent les progrès obtenus par les femmes des Amériques au cours des années. Mais il y a encore beaucoup plus à faire, aussi bien au sein des syndicats que dans la société dans son ensemble.

L'ISP Amériques devra :

- aider les affiliés en intégrant et impliquant les militantes en tant que partenaires-clés dans toutes les campagnes ;

- travailler avec les affiliés en vue de développer les capacités des militantes à développer et diriger des campagnes et des actions favorisant la qualité des services publics ;
- fournir les outils et le matériel pour aider les affiliés à améliorer la mise en œuvre des politiques de parité entre les sexes dans les syndicats ;
- appuyer les sociétés affiliées dans le processus de développement de messages appropriés et donner la voix aux femmes activistes lors de forums régionaux et internationaux.

Au cours des dernières quatre années, les affiliés de l'ISP Amériques ont bénéficié d'une participation plus intense des jeunes travailleurs aux campagnes et aux activités. Le réseau des jeunes travailleurs s'élargit, et approfondit en même temps la solidarité parmi et entre les affiliés des Amériques. Nos jeunes syndicalistes jouent un rôle clé dans la croissance future et dans le processus de développement de l'ISP. Ce sont des partenaires-clés dans la démarche d'élaboration de stratégies et d'action démontrant l'importance des services publics et dans le processus de consolidation et d'influence des syndicats du secteur des services publics dans les Amériques. L'ISP Amériques devra :

- développer et structurer des programmes et des activités engageant et intégrant spécifiquement les jeunes travailleurs et jeunes militants syndicaux dans des campagnes de l'ISP ;
- travailler avec les jeunes militants en vue de préparer du matériel et des outils qui les aideront à bâtir leurs connaissances, leurs compétences et leurs attitudes en tant que jeunes syndicalistes ;
- travailler avec les affiliés pour développer les capacités des jeunes militants syndicaux à élaborer et diriger des campagnes et des actions de promotion de la qualité des services publics ;
- appuyer les affiliés dans le processus de développement et d'autonomisation des jeunes travailleurs et des jeunes militants en vue de leur permettre de s'adresser à des forums régionaux et internationaux.

Il y a suffisamment de preuves qui démontrent à satiété que les réductions de services publics répercutent de façon désastreuse sur les jeunes travailleurs, les personnes handicapées, les membres de la communauté LGBTQ, les minorités raciales et ethniques et d'autres groupes, aspirant à l'équité. La nature et les caractéristiques de la mondialisation actuelle est à l'origine de nombreux cas d'accroissement des tensions raciales et ethniques, mais également de l'intensification de la xénophobie.

L'ISP Amériques devra :

- travailler avec les affiliés pour assurer l'intégration et la participation des membres de groupes aspirant à l'équité dans les campagnes et actions des syndicats ;
- préparer le matériel et développer les outils nécessaires pour aider les affiliés dans leur lutte contre toutes les formes de discrimination ;
- fournir du matériel et des outils pour aider les affiliés à renforcer les capacités de protection et de promotion des droits des travailleurs migrants et de leurs familles ;

- continuer à travailler avec les affiliés sur les questions de race, l'ethnicité et LGBTQ, en développant le matériel et les capacités nécessaires pour mettre en terme à la discrimination et garantir, ainsi les droits de la personne et les droits syndicaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES AMÉRIQUES

Les crises ont fait ressortir la vulnérabilité de beaucoup de pays des Amériques. Les grandes économies du Nord et du Sud manifestent quelques signes de reprise, mais un repli des services publics et des avantages conquis par nombreux travailleurs s'est également produit. Il y a un déficit d'emplois et les travailleurs et leurs organisations sont battent durement pour obtenir des emplois décents. Il devient de plus en plus difficile pour les jeunes de trouver un emploi, et encore plus un emploi décent.

Les économies plus faibles du Sud se débattent dans un environnement élevé d'endettement et de moindre croissance. Certains pays des Caraïbes, d'ailleurs, ont décidé de solliciter l'assistance du Fonds monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Ceci a porté un nouveau coup aux services publics et aux travailleurs qui fournissent ces services aussi indispensables.

Le changement climatique est un autre élément important dans la région, dont certains écosystèmes significatifs sont particulièrement menacés. Les petits États insulaires en développement (PEID) et les régions côtières des Amériques luttent pour survivre. Et l'impact du changement climatique sur tous les aspects de la capacité productive et de la vie quotidienne fait ressortir l'extrême vulnérabilité des pays de ce groupe.

Ces facteurs et bien d'autres mettent en évidence la question du développement durable et le rôle des services publics dans la construction de sociétés équitables et durables. Un accent quelque peu démesuré, est donné à l'aspect économique du développement durable et apparemment il y a peu de conscience du fait que les trois piliers (économique, social et environnemental) sont interdépendants.

L'ISP Amériques devra :

- continuer à utiliser sa réputation internationale dans les forums pour influencer les programmes régionaux et mondiaux de développement durable, et en particulier l'agenda de développement post 2015 ;
- travailler auprès les affiliés pour renforcer leur capacité de lutter en faveur de la justice climatique et d'une juste transition vers les emplois verts et l'économie verte ;
- continuer à construire des alliances avec des ONG et réseaux partageant la même vision ;
- travailler avec les affiliés pour renforcer le message que la migration n'est pas un outil de développement

PERSPECTIVES D'AVENIR

Ce plan d'action prend en compte les défis auxquels sont confrontés les travailleurs des Amériques. Mais certains nouveaux défis surgissent à l'horizon. Ce sont des signes avant-coureurs. Cet aperçu de ce que nous réserve le futur, offre des possibilités pour que l'ISP et ses affiliés dans les Amériques puissent préparer un plan d'action pour tirer parti des opportunités et lutter contre les impacts négatifs. Les syndicats vivent dans une atmosphère de plus en plus hostile. Cela signifie que le renforcement et l'influence des syndicats devront devenir des éléments-clés dans la stratégie de lutte pour les droits syndicaux. Des sujets tels que la productivité dans le secteur public - souvent imposées par les institutions financières internationales -, la restructuration des économies et d'autres questions apportent toujours de nouveaux défis qui doivent être répondus par le mouvement syndical. Pour y répondre, nous devons avoir clairement quel rôle joue PSI dans les Amériques.